

# **NOUS AVONS TOUS BESOIN DE SERVICES PUBLICS**

## **Des besoins essentiels de notre vie quotidienne**

- **Etre certain d'être bien soigné dans l'hôpital où l'on atterrit en cas d'urgence.**
- **Etre sûr de pouvoir obtenir de la lumière ou du chauffage.**
- **Etre assuré que ses enfants seront bien formés par l'école publique**
- **pouvoir envoyer une lettre, un mandat, un, colis dans de bonnes conditions.**
- **Etre transporté dans des conditions maximales de sécurité**

## **Un choix de société...**

Pour cela la société a choisi de se doter d'entreprises publiques dont l'objectif était, jusqu'à il y a peu, de répondre à ces besoins en faisant en sorte que tous les usagers soient traités de la même façon quels que soient leurs catégories sociales et leurs lieux d'habitation.

Même s'il n'est pas question pour nous de mythifier les services publics en laissant croire "que tout était parfait" dans leur fonctionnement, force est de reconnaître que ces entreprises mettaient en œuvre une vraie solidarité sociale. Le Kilowatt-heure, le timbre, par exemple, sont au même prix que l'on soit proche ou éloigné d'une centrale électrique, d'un bureau de poste.

En outre par leur présence sur l'ensemble du territoire ces services publics permettaient, dans certaines régions et localités économiquement en difficulté, d'éviter une véritable désertification.

## **Aujourd'hui mis à mal...**

Pourtant les services publics sont aujourd'hui mis à mal par des décisions budgétaires et politiques catastrophiques :

- Fermeture d'hôpitaux,
- Fermeture de bureaux de poste,
- Suppressions de lignes de trains,
- Réduction de postes de l'école à l'université

qui asphyxient littéralement ces services publics et les empêchent d'assumer correctement leurs missions.

Pire, certains sont en voie de privatisation.

Il s'agirait grâce à l'ouverture des marchés, voulue par nos gouvernements, d'obtenir de meilleurs services et de faire baisser les coûts et les tarifs.

C'est pourtant le contraire qui se passe. Par exemple dans le secteur récemment ouvert à la concurrence de l'électricité (les entreprises et commerçants) les prix s'envolent littéralement.

Cette politique ne marche pas car les entreprises nouvellement privatisées choisissent d'investir dans les secteurs les plus prometteurs en retours financiers immédiats et se désengagent des autres jugés peu intéressants. Elles délaissent ainsi leurs missions de services publics. C'est ce processus qui a abouti par exemple à la situation catastrophique du transport ferroviaire et du système de santé en Grande Bretagne, qui a abouti aux grandes pannes d'électricité aux Etats Unis ou en Italie.

## Sur Clamart, une situation également très préoccupante

La situation à l'hôpital Antoine Béclère n'a jamais été aussi critique, 5 emplois ont disparu en 2004 et 10 seront supprimés en 2005. Cela entraîne un manque criant auquel le dévouement de l'ensemble du personnel ne peut constamment pallier ; Outre les conséquences sur le personnel qui est obligé d'accumuler les heures supplémentaires, les usagers subissent et ont bien sûr tout à craindre d'une telle politique.

Les différents bureaux de La Poste de Clamart subissent la même politique de suppression systématique d'emplois qui se traduit par la disparition de guichets d'accueil. Ainsi pour protester contre la suppression de quatre emplois au bureau de Poste de La Fourche, plus de 2000 usagers ont manifesté leur désaccord par voie de pétition.

Au Centre de Recherche d'EDF Clamart qui regroupe 1500 personnes, les budgets de Recherche sont baissés chaque année de 10% provoquant la disparition de nombreux postes et le déclin de pans entiers d'activités. C'est l'avenir même de ce site qui inquiète les élus locaux et l'ensemble de la communauté de chercheurs.

## Défendre nos services publics

Plusieurs élus, responsables associatifs, syndicaux et politiques de Clamart et des villes avoisinantes ont décidé d'alerter l'opinion publique locale sur cette situation et de constituer un collectif pour les Services Publics.

**Toutes ces personnes ont décidés de soutenir l'appel à manifester le 5 mars prochain à Guéret.**

Le Collectif de la Creuse de défense des services publics organise une manifestation à caractère national pour arrêter la désertification des services publics...

La fédération Sud Santé Sociaux appelle à cette manifestation avec l'Union syndicale Solidaires. Au-delà des équipes Sud santé des départements voisins qui s'organisent de manière autonome (Auvergne, Centre ...) un départ collectif est organisé de Paris avec trajet en car samedi 5 à 7H30 et retour en fin de soirée (tarif - de 30€).

Il serait important que pour la réservation des cars par Solidaires d'avoir la remontée des inscriptions dans les meilleurs délais.

**Premiers signataires :** Philippe Antzenberger (LCR), Gérard Aubineau (PCF), Yann Cochin (Sud énergie), Xavier Brossat (EDF), Flavien Flasque (Sud Santé), Christian Hamon (LCR), Agnès Heurtier (Alternative Clamartienne), Philippe Kaltenbach (maire PS Clamart), Bernard Lefranc (EDF), François Litwinsky (PS), Christian Nachon (Alternative Clamartienne), Cécile Rico (PTT), Isabelle Robichon (Sud PTT), Jean Marc Seyler (PC), David Treille (Sud Santé), Jean Tritz (PC), Philippe Waldteufel (PS)...